



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste

unifié

N° 68

23 SEPTEMBRE 1961

PRIX : 0,40 NF

Le goût de l'abîme

L'extraordinaire attitude du Général de Gaulle, avertissant M. Kennedy qu'il refusait de participer, « dans les circonstances présentes », à une négociation sur l'Allemagne avec les Soviétiques (« New-York-Times », 18 septembre), ne doit pas être expliquée seulement par l'écrasant orgueil du personnage, mais par son désir de se singulariser ou par son goût des solutions de force. Sans doute, un passé déjà lourd poussé de Gaulle dans cette direction. A part de rares et brèves périodes, son « originalité » et son « indépendance » en politique internationale depuis 1946 ont consisté à se montrer plus anti-soviétique et plus militariste que les plus ultras des Occidentaux. Depuis 1958, son nouvel européanisme a consisté à prendre à son compte la plupart des exigences militaires ouest-allemandes en échange du soutien d'Adenauer en d'autres domaines ; et c'est depuis le premier jour de sa prise de pouvoir — (voire même avant, par l'intermédiaire des ministres R.P.F.) — qu'il a saboté les chances d'un accord Est-Ouest sur le désarmement atomique et classique.

Mais quelque chose d'autre accentue aujourd'hui cette tendance et la rend plus pernicieuse, plus irrémédiable que par le passé. Tous les jours, la faillite du régime s'accroît ; si la popularité dont de Gaulle jouit encore auprès des masses dépolitisées, amorphes, toujours favorables à l'ordre établi, peut encore faire illusion, la désillusion progressive de tous les cadres du système politique et social avance très vite. Une fois cette décomposition-là effectuée, celle de l'influence directe du général de Gaulle sur la population suivra rapidement.

Tout pourrait sans doute être regagné — au moins provisoirement — par des actes de courage : signature immédiate de la paix en Algérie, appui sur la gauche et les syndicats, collaboration des soldats du contingent et de l'A.L.N. en Algérie (même si les officiers refusent d'obéir), pour imposer la paix aux hommes de l'O.A.S. et à tous les ultras, ainsi qu'aux « pieds-noirs » désespérés qui seraient tentés de les suivre. Ce serait une grande politique ; elle n'irait pas sans difficultés graves, — mais elle réussirait et éviterait le pire. De Gaulle n'y songe pas, car cela reviendrait pour lui à briser totalement avec sa famille militaire, à se voir obligé de partager le pouvoir avec ses alliés des forces populaires : il verrait ressurgir ainsi en une fois les deux époques de sa vie qui lui ont été les plus douloureuses : la rupture avec sa caste en 1940, le partage du pouvoir avec la gauche en 1945.

Pris dans cette impasse, de Gaulle ne fait rien, ou au moins ne fait jamais à temps ce qu'il faudrait. Rien n'est résolu, la dégradation continue, et malgré son orgueilleux aveuglement, il ne peut pas ne pas la sentir. Dès lors, il songe à une autre issue, celle qui ne lui imposerait aucune décision politique véritable, qui lui permettrait peut-être, pourtant, de « sauver sa mise » dans une conflagration générale — qui, en tout cas, lui ouvrirait l'imprévisible. De Gaulle, souvent porté par sa propre nature à une sorte de vertige de la catastrophe (cela a été noté au moment des événements de janvier 1960), trouve maintenant dans la perspective d'un conflit Est-Ouest, la porte de sortie des difficultés intérieures et algériennes qu'il ne peut pas, — ou plutôt qu'il n'ose pas — vouloir résoudre. Un homme qui le connaît bien et l'a longtemps suivi, me disait ces jours-ci : « Il est probablement le seul homme d'Etat au monde qui voit sans déplaisir les nuages s'amonceler au-dessus du ciel européen » — et je crains fort que cet homme n'ait raison.

Heureusement, l'influence du général de Gaulle sur la politique internationale est faible. Sans doute, son obstruction ne facilitera ni les négociations, ni un accord éventuel ; sans doute, les hommes qui, au Pentagone et au Congrès américain guettent Kennedy pour le mettre en accusation s'il agit raisonnablement, se serviront une fois de plus de de Gaulle comme d'un exemple et d'un reproche. Sans doute, les éléments les plus aventureux de la République Fédérale allemande en feront-ils autant, et ce n'est peut-être pas par hasard que les avions ouest-allemands, qui ont violé l'espace aérien de la R.D.A., ont atterri sur l'aérodrome français de Berlin. Mais il y a, dans le monde, une volonté de négociation et de paix qui pèse d'ores et déjà plus lourd que ces manœuvres. Nehru, m'écrit un correspondant qui a accompagné le premier Ministre indien à Moscou, n'est nullement mécontent de son entretien avec Krouchtchev. Les puissances de Belgrade intensifient leur action. Aux Etats-Unis, la leçon de Cuba a porté et Kennedy semble décidé à ne pas se laisser imposer la politique des autres. Le demi-échec d'Adenauer est un échec pour l'extrémiste Strauss et va renforcer en Allemagne les éléments qui veulent négocier.

Sans doute, le péril est loin d'être écarté, il y aura encore des soubresauts au cours des prochains mois et la nécessité en France d'une véritable action pour la paix, indépendante de la politique des blocs, est plus évidente que jamais. Mais il paraît de plus en plus probable que l'abîme de la guerre internationale ne sera pas de Gaulle du drame intérieur dans lequel son pouvoir s'enlise et se détruit. L'issue de ce drame, c'est à nous de la prévoir et d'y faire face.

Claude BOURDET



Monsieur "H"

« Il vient toujours une heure dans l'Histoire où celui qui ose dire que deux et deux font quatre est puni de mort »

Albert CAMUS (La Peste)

LES RESSOURCES MINÉRALES DE L'AFRIQUE

par Raymond FURON de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer (1)

Dans le très intéressant ouvrage qui vient d'être réédité — après avoir été refondu et mis à jour — Raymond Furon insiste sur la nécessité d'un changement radical de certaines structures sociales dans les pays africains, si ceux-ci veulent se moderniser vraiment. Cédant la plume à Pierre Moussa, Raymond Furon cite : « Une nation ne peut croître sans croire à la croissance. Or, on constate, dans beaucoup de pays sous-développés, une certaine absence d'intérêt pour les valeurs de l'économie sociale moderne ».

Bon, dira-t-on, mais ces valeurs sont-elles indispensables pour vivre plus heureux ? Peut-être pas, bien sûr ; toutefois il est des règles naturelles qui s'imposent tant aux pays développés qu'aux autres. L'une d'elles est celle de la « population » : sa répartition est sans rapport préétabli avec l'existence des richesses existantes (exploitées ou non). Par exemple, la République du Gabon — grande comme la moitié de la France — ne compte que 400.000 habitants, soit 1,5 par kilomètre carré. La République islamique de Mauritanie, deux fois grande comme notre pays, n'a que 600.000 habitants, soit 0,6 au km², lesquels sont essentiellement nomades. Simples exemples, bien sûr, puisque, à l'encontre, le Nigéria a 35 habitants au km², la Tunisie 24, l'Ouganda 23, etc...

Or, dit Raymond Furon, de 1938 à 1958, la population totale du continent africain est passée — grâce à l'assistance médicale des Européens — de 158 à 222 millions.

Mais la faim, endémique certes, s'est généralisée en Afrique en raison du déséquilibre profond provoqué d'une part par l'accroissement de la population, d'autre part par l'insuffisance du développement de l'agriculture — et particulièrement des exploitations vivrières. C'est qu'une grande partie de la main-d'œuvre disponible est occupée par les grandes entreprises minières. De plus, la superficie des terres cultivables, d'après l'enquête menée par l'auteur, diminue continuellement sous l'influence de l'homme, de ses animaux domestiques et de l'érosion des sols. Dans l'ouvrage de R. Gendarme : « L'économie de l'Algérie », l'auteur insistait sur le quadruple déséquilibre : « entre l'essor rapide de la population (en trente ans elle est passée de 1 à 9 millions pour les musulmans d'Algérie) et l'augmentation insuffisante de la production agricole ; entre cet essor de la population et les faibles possibilités d'emploi ; entre la valeur grandissante des importations par rapport aux exportations ; enfin entre l'importance des investissements publics et celle des investissements privés ».

Il s'agissait donc pour le colonisateur de prévoir l'augmentation catastrophique de la population et de prendre les mesures utiles.

On n'a pas fait grand-chose dans ce sens, et les nouveaux dirigeants de ces pays nouvellement indépendants n'ont fait qu'hériter de ce déséquilibre, facteur de troubles sociaux.

Il serait injuste de nier l'effort de la France dans le domaine de l'enseignement, puisque 93 % des instituteurs et moniteurs — dans l'Afrique francophone — sont désormais des Africains. Mais cet effort est trop tardif pour résoudre rapidement la question vitale de la formation des cadres. Et surtout pour modifier le caractère et le comportement classiques des Africains. Pour n'avoir pas créé — depuis longtemps — sur place, des Ecoles techniques, on a laissé, remarque Raymond Furon, se développer la tendance des Africains vers les carrières profitables de la politique, ou vers des carrières administratives ou emplois de bureau. L'Afrique a plus besoin d'agronomes, de géologues, de mineurs, de chimistes, par exemple, que d'avocats...

Elle a aussi besoin d'éducateurs qui enseignent la tempérance, car l'alcoolisme est le fléau qui a remplacé la maladie du sommeil vaincue par les médecins européens. Certes il y avait déjà l'alcoolisme local, provoqué par l'absorption des alcools fabriqués dans des alambics traditionnels ; mais cela excuse-t-il la politique des Blancs qui tirent de l'importation du vin, par exemple, des ressources scandaleuses.

L'importation du vin, en Côte-d'Ivoire, d'après l'auteur, est passée de 2.918.000 litres en 1939 à 25 millions en 1959, malgré les démarches de personnalités ivoiriennes auprès du Président de la Commission des Boissons de l'Assemblée Nationale. Au Kenya, les ouvriers des villes dépensent 1 % de leur salaire pour le loyer, 2,5 %

pour l'habillement et 5,2 % pour l'alcool et le tabac ; en Ouganda on arrive à 7,5 % pour les boissons alcooliques, en Côte d'Ivoire à 15 %... 20 %, et au Cameroun à 25 %...

Politique qui n'échappe pas aux dirigeants africains, lesquels se trouvent aux prises avec toutes les difficultés à la fois, difficultés qu'ils ne peuvent résoudre sans l'assistance technique des pays développés... Mais les chefs africains sont justement inquiets du comportement des nations riches qui, effectivement, offrent leurs services et leurs capitaux avec beaucoup d'insistance. Par ailleurs, des millions de milliards de dons aux pays sous-développés se sont évaporés sans aucun profit pour ces pays. La grande industrie y a trouvé son intérêt en assurant — en retour — l'écoulement de ses stocks, mais les populations n'ont pas le sentiment d'avoir été assistées dignement et utilement.

La politique des bases militaires associée à l'aide financière est une navrante illustration de cette mauvaise politique.

On sait que, sous diverses formes d'assistance technique, en 1957, les nations riches ont distribué 3 milliards et demi de dollars, en dehors des Etats-Unis qui distribuent chaque année 4 milliards de dollars dans le monde entier, dont la moitié est destinée à l'aide militaire.

Les Sud-Vietnamiens ont reçu — des autres nations — 25 dollars par habitant, tandis que les Sud-Américains n'en recevaient qu'un. On comprend tout de suite quels impératifs politiques commandent le geste des « donateurs » !

Quels sont les besoins des pays sous-développés ? On avance — malgré l'inexistence d'un inventaire global et de plans — 15.000 milliards de francs 1958, soit 30 milliards de dollars par an.

Où trouver de pareilles sommes ? Pierre Moussa réplique judicieusement que les contribuables du monde entier paient chaque année 100 milliards de dollars de dépenses militaires improductives, si ce n'est pour conduire des guerres catastrophiques.

Mais nous abordons là un domaine de la politique internationale qui échappe aux esprits logiques.

Pour conclure cet article, à propos du livre de Raymond Furon sur « Les ressources minérales de l'Afrique », nous pourrions suivre l'auteur lorsque, après avoir fait l'étude détaillée de ces richesses, en avoir dressé le bilan, il dit que les jeunes nations, pressées de s'enrichir au plus vite, auraient tendance à croire à l'importance de la production minière. En fait, écrit le géologue, un gîte minéral n'est qu'un actif en puissance. Il faut le valoriser avec du travail, or la production minière n'a qu'une faible influence sur le niveau de vie des nations surpeuplées (en dehors des salaires distribués, qui sont restreints par rapport au capital investi, aux bénéfices réalisés et au nombre d'ouvriers employés).

La moyenne mondiale montre, ajoute l'auteur, que le pourcentage de la production minière dans le revenu national est de 4,90 %. L'Afrique s'inscrit avec 8,50 % du revenu national par habitant, devant l'U.R.S.S. qui a 6,70 %, l'Amérique 4,70 %, l'Asie 4,90 %, l'Europe 4,30 % et l'Océanie 3,60 %...

Ceci prouve évidemment que, dans le revenu national, il n'y a pas que la production minière. Celle-ci s'impose certes dans les pays industriellement développés, mais ne représente, en valeur, que 5 % de l'activité humaine totale.

Dès lors, et en cela, nous ne pouvons qu'abonder dans le sens de Raymond Furon, ce qui compte dans la richesse nationale, c'est l'intelligence, la culture, le dynamisme technique, le travail quotidien et le temps.

Mais tout ceci exige aussi de la générosité et la paix. Derrière l'agitation actuelle, on sent lourdement l'odeur du pétrole et la fumée des usines qui utilisent les métaux rares — décrits par Raymond Furon dans leurs gîtes africains — indispensables aux techniques modernes de la conquête du monde. Hélas, le mot « générosité » n'existe pas dans un bilan bancaire...

Bertrand RENAUDOT

(1) Les Ressources minérales de l'Afrique, par Raymond Furon, 29 NF. (Payot, éditeur).

BELGRADE :

Ce n'est qu'un

La leçon de la conférence de Belgrade doit être tirée avec sérieux : c'est-à-dire à mi-chemin des exultations de ceux qui espèrent déjà la constitution d'un véritable « camp de la paix » et des ricannements de la presse bien pensante en France et dans les autres pays atlantiques, qui parlent de l'« échec de Belgrade », et en particulier de l'« échec de Tito ».

Il faut d'abord regarder les choses avec une certaine simplicité et ne pas oublier que le fait essentiel, c'est que la conférence ait pu avoir lieu, et se soit terminée par un accord général — même si celui-ci revêt sur beaucoup de points la forme d'un compromis « nègre-blanc ». Les aléas d'une telle entreprise étaient, en effet, très grands, et résidaient moins dans l'extrême diversité des systèmes politiques et des orientations représentées, que dans le manque de confiance de beaucoup de participants. Pour ne mentionner qu'un exemple, il est certain que l'Inde, sans laquelle la conférence eût été impensable, n'était pas très enthousiasmée par l'idée d'une réunion qui ajoutait, pensait Nehru, peu de choses au crédit dont dispose la diplomatie indienne — et qui, en revanche, devait l'amener nécessairement à tenir compte de positions différentes de la sienne. On pourrait dire à la limite, que l'Inde n'a pas envie de s'aligner, même sur le non-alignement...

A un moindre degré, des réticences de cet ordre existaient aussi chez d'autres des principaux partenaires. Le choix des partenaires lui-même posait de singuliers problèmes : le Liban par exemple, présent à Belgrade, est nettement pro-occidental ; le neutralisme de Cuba, au contraire, est pro-soviétique. Et, Libanais et Cubains s'étant trouvés réunis à Belgrade, pourquoi d'autres nations ayant des positions « moyennes » ne s'y trouvaient-elles pas ?

La réponse, c'est que, dans ces affaires, une parfaite logique est impossible à sauvegarder et que la seule chose importante, c'était de commencer. Certaines nations, comme le Brésil n'était qu'à demi-présent — à cause de la situation gouvernementale encore incertaine à Brasilia. D'autres, comme le Togo et la Haute-Volta dont la politique extérieure aurait dû les amener à participer, se sont abstenues en raison des pressions de Paris. Et probablement, si on avait eu plus de temps pour préparer la conférence, on aurait pu vaincre bien des hésitations : c'est certainement ce qui se produira la prochaine fois.

D'un autre côté, il y a deux manières de regarder le compromis final : — en soulignant ses ambiguïtés, ses imprécisions volontaires, sa phraséologie, — ou au contraire, en s'étonnant que des personnages aussi différents que Tito et Haïlé Sélassié, que Mgr Makarios et le président Dorticos, aient pu rédiger en commun cette Charte du non-alignement. Car cette charte est malgré tout très nette sur un certain nombre de points fondamentaux concernant la défense de la paix, la lutte contre l'impérialisme sous ses diverses formes, etc., et il en émane un esprit qui n'est ni celui du bloc occidental ni celui du bloc soviétique.

En fait, il y avait une mesure d'accord sur le fond plus grande que celle exprimée dans le compromis final. Les

pays arabes qui se sont opposés dans la rédaction de ce texte à la demande de reconnaissance des deux Allemandes à cause du précédent ainsi créé pour Israël, et à cause aussi des représailles financières que pourrait exercer sur eux la République de Bonn — n'en étaient pas moins dans le privé nettement en faveur d'une telle reconnaissance ; mieux, même, le délégué irakien, par exemple, a pris nettement position dans son discours pour une attitude réaliste vis-à-vis des deux Allemandes. De même on pouvait être étonné de trouver chez beaucoup de ces chefs d'Etat et de gouvernement, certains accents au moins « socialistes ». On pouvait penser à première vue qu'il s'agissait là d'une simple politesse envers l'hôte yougoslave. A la réflexion, et après avoir conversé avec les membres des délégations, on arrivait à une conclusion bien différente.

Des Etats qui ne se livrent pas pieds et poings liés à l'Occident et qui n'ont donc pas à espérer une manne américaine comme celle qui entretient le Sud-Vietnam, la Corée du Sud, etc., ne peuvent songer à résoudre leurs grands problèmes économiques autrement que par des solutions d'économie collective.

Tout cela est souvent loin du socialisme véritable, sans doute ; dans bien des cas, il s'agit même de simples caricatures. Mais il y a aussi une prise de conscience, une tendance générale à laquelle tous ces hommes sont obligés de souscrire et dont l'expression paraissait à Belgrade naturelle. On le mesure mieux en imaginant ce qui se serait passé si l'un de ces hommes d'Etat avait fait un plaidoyer pour la « libre entreprise » : l'ahurissement aurait été général !

J'AI souligné ailleurs, l'énorme importance que la conférence avait eue pour les Algériens, dont la situation diplomatique a progressé davantage à cette occasion qu'au cours de toute la période précédente. Mais une autre affaire capitale a pu également être réglée à Belgrade : celle de l'unité du Congo. Les puissances du groupe de Casablanca qui avaient reconnu le gouvernement Gizenga de Stanleyville se trouvaient en position délicate devant le nouveau gouvernement central Adoula de Léopoldville. Le degré d'allégeance de Gizenga vis-à-vis d'Adoula était imprécis jusqu'au dernier jour de la conférence ; mais quand Gizenga, après de longues hésitations, a accepté de venir à Belgrade avec Adoula et de laisser à celui-ci le premier rôle — même si c'était avec réserves — l'unité du Congo est apparue sur le plan international, facilitant l'appui d'Adoula non seulement aux puissances du groupe de Casablanca, mais aussi à l'ensemble du groupe neutraliste. On peut dire, en ce sens, que Belgrade a ainsi facilité l'opération en cours en ce moment pour la destruction du fantôme du Katanga, opération essentielle à la paix de l'Afrique et qui sera certainement menée à bien tôt ou tard malgré toute l'aide que peuvent apporter à Tschombé, ses alliés européens ou sud-africains.

En dehors de cela, il est certain que la conférence est avant tout un point de départ.

Elle l'est sur le plan du regroupement : plutôt que de brusquer Nehru et de fermer l'association en créant tout de suite un organisme permanent, il valait certainement mieux, comme on l'a fait, laisser le groupe des non-alignés imprécis et ouvert : il se reformera de lui-même à chaque occasion essentielle, et il sera plus facile à de nouvelles puissances d'y participer.

Sur le plan des idées, l'esprit de Belgrade représente déjà par lui-même l'amorce d'un nouveau climat. Mais dans la charte de Belgrade elle

début

même, certains points qui semblent vagues à première vue, ont déjà une orientation nette : ainsi, celui sur la réforme de l'O.N.U. Si les formules précises de Tito sur le secrétariat n'ont pas été retenues, les participants ont été unanimes à vouloir une O.N.U. plus représentative du nouvel équilibre mondial et à demander que cette modification s'exprime dans tous les organismes, y compris le secrétariat. Si cette tendance va dans le même sens que la lutte des Soviétiques contre le monopole américain aux Nations-Unies — elle s'oppose aux désirs de Khrouchtchev de faire du secrétariat un petit Conseil de Sécurité avec veto, court-circuitant en pratique l'Assemblée. Au contraire, tous les délégués ont insisté sur le fait qu'il s'agissait plutôt d'accroître le pouvoir de l'Assemblée, c'est-à-dire d'une démocratie qui, pour imparfaite qu'elle soit, jouera de moins en moins dans la main des Américains sans pour autant faire davantage le jeu des Sino-Russes.

Pour les Yougoslaves, il est certain que cette conférence concrétise une politique de rapprochement avec le Tiers-Monde sur laquelle la diplomatie titiste met de plus en plus l'accent. Il y avait là, pour le plus « exposé » des pays neutralistes, la seule chance de sortir de l'isolement : elle a été habilement saisie. Et il n'est pas inutile de savoir que dans certains pays d'Asie qui ne paraissent pas particulièrement socialistes, ce sont des experts yougoslaves qui s'occupent de l'organisation des coopératives agricoles. Il est certain que si, comme cela paraissait évident à Belgrade, il y a une liaison profonde et logique entre neutralisme et socialisme, le pays le plus socialiste du groupe neutraliste doit acquérir chaque jour dans ces pays une influence accrue.

Pour quelqu'un qui, comme moi-même, avait fait campagne pour le neutralisme voici quatorze ans comme la seule politique possible pour notre propre pays, il y avait quelque chose à la fois d'exaltant et d'amer dans ce succès d'une idée et dans l'absence — et pire que l'absence — de la France. L'idée de la présence française à Belgrade peut paraître utopique dans les circonstances présentes. Fondamentalement, elle ne devrait pas l'être. Il y a eu, semble-t-il, des discussions entre Belgrade et Vienne concernant la présence possible de l'Autriche. Rien de fondamental ne se serait opposé à la présence d'un pays européen même non socialiste. On imagine au contraire assez bien l'influence extraordinaire que pourrait avoir dans une conférence de cet ordre, et en général dans la politique mondiale, une France débarrassée à la fois des séquelles coloniales, comme la guerre d'Algérie, et de sa lourde participation à un système atlantique qui lui laisse tout juste le choix entre la position de satellite de Washington et celle de satellite de Bonn.

Bien sûr, une telle révision déchirante n'est pas pour aujourd'hui : mais un parti comme le P.S.U. devrait lui aussi tirer les conséquences de Belgrade et faire du trinôme « socialisme neutralisme anti-impérialisme » la base de son action réelle.

Notre délégation, d'ailleurs, composée d'Oreste Rosenfeld, Craipeau, Vincent et moi-même, a eu constamment l'impression réconfortante de se trouver non seulement entourée d'amis, mais aussi d'alliés politiques, qu'il s'agisse des mouvements non-gouvernementaux représentés à Belgrade, ou, souvent, des membres des délégations gouvernementales elles-mêmes. L'accueil fait à notre parti, la sympathie dont on entoure son action, la connaissance précise de ses difficultés et des conditions de sa lutte chez tous ces délégués nous ont souvent surpris. Nous aussi, nous avons eu à Belgrade le sentiment de n'être plus isolés.

Claude BOURDET.

Élections allemandes :

LA POLITIQUE DE L'AUTRICHE

Tandis que dans la R.D.A. (Allemagne de l'Est), des élections municipales se déroulaient sans surprise (et comment pourrait-il se produire une surprise quand les électeurs — privés de toute possibilité de choix par le système de la liste unique — se voient en outre « recommander » officiellement de voter « à bulletins ouverts » sans passer par l'isoloir), 37 millions d'électeurs procédaient en Allemagne fédérale — avec une participation électorale de 88 % — au renouvellement de la Diète fédérale, et désignaient pour 4 ans leurs députés.



Le cadeau du Bundestag au Chancelier Adenauer : Un livre « Sur la Sottise » (1955).

(A.D.P.)

Le parti chrétien-démocrate C.D.U., l'a emporté comme d'habitude, et comme prévu. Mais il a perdu la majorité absolue qu'il détenait depuis 1957 avec 50,2 % des voix et 270 députés (1), et se retrouve à peu près au même point qu'en 1953 avec 241 députés et 45,2 % des voix.

Cette relative défaite — due à l'usure du pouvoir... et du chancelier, et surtout à la crise de Berlin — profite au grand rival de la C.D.U., le parti social-démocrate (S.P.D.), qui passe de 31,8 % des voix et 169 députés en 1957 à 36,3 % des voix et 190 députés, et obtient ainsi son meilleur résultat depuis la guerre — grâce sans doute à la jeunesse de son leader Willy Brandt (47 ans, alors qu'Adenauer en a 85 !), à la crise de Berlin qui favorisa le maire de Berlin-Ouest auprès des électeurs, et à l'extrême modération du programme S.P.D. de Hanovre, qui ne voulait effaroucher aucun électeur.

Malgré sa netteté, ce succès du S.P.D. se trouve éclipsé par la progression spectaculaire du Parti Libéral Démocrate (F.D.P.), qui bondit de 7,80 % à 12,7 % des voix et de 41 à 66 députés. Ce parti — le plus « à droite » et le plus « national » des 3 grands partis — avait axé sa campagne sur le mot « Deutschland » (Allemagne), et sur 2 thèmes : la vanité des promesses électorales des autres partis et la nécessité de ne pas abandonner à un seul parti (la C.D.U.) la majorité absolue et le monopole de la conduite du pays. Son but atteint, le F.D.P. apparaît ainsi comme le vainqueur réel des élections : le prochain gouvernement ne saurait être homogène C.D.U., ce sera un gouvernement de coalition, selon toute vraisemblance C.D.U.-F.D.P.

Certes, dès que s'est dessiné le résultat des élections, Willy Brandt a proposé un gouvernement d'Union Nationale groupant C.D.U., S.P.D. et F.D.P. mais cette suggestion a d'autant moins de chances d'être retenue (sauf situation internationale aggravée) que le chef du Parti Libéral Démocrate, M. Erich Mende (48 ans) a fait clairement connaître avant les élections son refus de toute collaboration avec les Sociaux-Démocrates de Willy Brandt, et son accord pour constituer un gouvernement avec la C.D.U. Bien que des oppositions doctrinales entre C.D.U. et S.P.D. aient été fortement atténuées par le programme fondamental de Hanovre, et que le S.P.D. se soit pratiquement rallié en 1960 à la politique étrangère menée par Adenauer, on voit mal se nouer une coalition C.D.U.-S.P.D. excluant le F.D.P.

En définitive, le succès du S.P.D. et (surtout) du maire de Berlin restera stérile, et la social démocratie demeurera dans cette opposition dont elle aurait voulu sortir. Mais les jours de Konrad Adenauer en tant que chancelier fédéral sont probablement comptés : en effet, Erich Mende et tout son parti ont déjà fait savoir qu'ils souhaitaient la mise à la retraite du « vieux » et proposé 2 autres chrétiens-démocrates pour la direction du futur gouvernement : Gerstenmeier et Ludwig Erhardt.

A plus ou moins brève échéance, et peut-être dans les prochains jours, Erhardt (pour lequel vient de se prononcer celui qui semble dans l'avenir devoir être son plus dangereux rival : Franz Josef Strauss, ministre actuel de la Défense) a les plus grandes

chances de succéder à Adenauer. Le père du « miracle allemand » de l'économie, vice-chancelier actuel, jouit d'une grande popularité, et sa jovialité s'oppose à l'autorité cassante et aux manies du vieux patriarche Adenauer. Soutenu par le patronat, auquel il a rendu sa puissance en favorisant la concentration économique, il engagera l'Allemagne Fédérale plus avant dans les voies de l'économie libérale, au risque de se trouver en opposition avec les organisations syndicales, et s'orientera sans doute davantage vers l'élargissement du Marché Commun selon les vues de Londres que selon celles de Paris. Influencé par le nationalisme du parti de Erich Mende, lui-même ancien officier, la prochaine coalition s'infléchira vers la droite, tendra à affirmer le poids de l'Allemagne Fédérale dans les discussions internationales et à durcir les positions occidentales. Mais il s'agira sans doute dans un premier temps davantage de nuances que d'une modification de la ligne de politique internationale d'Adenauer sur laquelle les 3 partis sont d'accord.

Que fera alors le parti social-démocrate ? Condamné à l'opposition pour toute la durée de la législature, il est à la croisée des chemins. La règle des 5 %, qui avait éliminé en 1957 14 partis sur 18 en écrasant les petits partis, a laminé tous les partis d'opposition, aussi bien les néo-nazis que le parti pan-allemand (G.D.P.) et l'Union Allemande pour la Paix (D.F.U.) et ne laisse plus que 3 partis en présence sur le plan parlementaire : 2 seront au gouvernement, et seul le S.P.D. en sera exclu. Persévéra-t-il dans la voie sur laquelle il s'est engagé depuis le congrès de Hanovre, avec l'espoir d'accroître ses progrès et de parvenir au pouvoir dans 4 ans..., mais avec le risque de voir se constituer sur sa gauche, malgré l'interdiction du parti communiste, un nouveau parti d'opposition plus virulent ?

Ou durcira-t-il au contraire son opposition intérieure face au libéralisme économique, reviendra-t-il en politique étrangère aux conceptions qui furent les siennes jusqu'en 1957, et prendra-t-il ainsi la tête d'une opposition actuellement dérivée ? Cette option peut-être déterminante pour l'avenir de l'Allemagne et pour la préservation de la paix dans le monde.

Henri HUMBLLOT.

(1) Tout électeur vote 2 fois : d'abord pour le candidat local, ensuite pour le parti de son choix (qui n'est pas forcément le parti du candidat local). Dans chaque circonscription, le candidat arrivé en tête est élu. A ces 247 sièges, s'en ajoutent 247 attribués à la proportionnelle — compte-tenu de ceux attribués au suffrage direct — selon des listes établies par les partis pour chaque Land (et où, pour éviter toute surprise, les leaders de chaque parti figurent en bonne place).

Aucun parti ne peut être représenté à la Diète fédérale s'il n'a obtenu au moins 5 % des voix du pays, ou enlevé au moins 3 sièges de circonscription. Les voix ainsi annulées sont réparties à la proportionnelle entre les partis qui ont obtenu les 5 % : prime au plus fort !

POUSSÉE SOCIALISTE ET NEUTRALISTE EN NORVÈGE

(De notre correspondant particulier)

LES élections législatives du 11 septembre ont ouvert de nouvelles perspectives politiques dans ce pays à la stabilité légendaire : le parti travailliste, majoritaire au Storting depuis 1935 avec un bloc sans cesse croissant d'électeurs (environ 47 % en 1957), vient en effet de perdre sa majorité absolue, sans que les partis d'opposition (libéraux, agrariens, chrétiens-sociaux, et conservateurs) puissent le remplacer. Travaillistes et opposition ont maintenant chacun 74 représentants sur les 150 du Parlement. A la surprise générale, c'est le jeune parti socialiste populaire, fondé il y a quatre mois, qui devient l'arbitre de la situation avec ses deux députés.

Ce nouveau parti, mis en quarantaine par les anciens, et surtout les travaillistes, qui l'ont écarté des débats électoraux à la radio et à la télévision, a remporté un succès appréciable dans tous les districts où il s'est présenté, et surtout dans la capitale où il devient le troisième parti après une énergique campagne électorale. Son candidat, Finn Gustavsen, rédacteur du modeste hebdomadaire « Orientering », remplace au Parlement le rédacteur de « Dagbladet », second quotidien du pays.

Ce succès fait pendant à celui du parti socialiste populaire d'Axel Larsen au Danemark l'année dernière, et, avec la loi électorale danoise, on aurait eu ici aussi une dizaine de députés. Les deux partis ont un programme analogue aussi bien en politique étrangère (hostilité au

Pacte atlantique, au Marché commun, aux armes atomiques, neutralité, désarmement total) qu'en politique intérieure (reprise de la socialisation, participation des travailleurs à la direction des entreprises, etc...). Mais tandis qu'Axel Larsen, ancien dirigeant du parti communiste, était déjà très populaire au Danemark, les dirigeants du nouveau parti norvégien sont peu connus du public et viennent presque tous du parti travailliste où ils ont milité longtemps avant leur exclusion il y a dix mois.

C'est donc ici le programme, et non les personnes, qui ont attiré les électeurs. Aux élections danoises les sociaux-démocrates s'étaient renforcés malgré le succès de Larsen, en Norvège les travaillistes marquent un arrêt et perdent des électeurs. Les communistes et les libéraux ont également fait les dépens de l'affaire. Au total le bloc des partis se réclamant du socialisme est sorti renforcé des élections.

Il est incontestable que le succès du nouveau parti est dû à la netteté de son programme de politique étrangère et militaire. La campagne contre les armes atomiques du printemps dernier avait mobilisé un large secteur de l'opinion qui n'a pas trouvé chez les autres partis de position aussi claire. De nombreux électeurs travaillistes voyaient d'autre part avec réticence le gouvernement s'engager de plus en plus profondément dans le bloc militaire occidental. On

savait qu'une aile importante du grand parti travailliste était hostile depuis 1949 à cette politique, aurait préféré s'aligner sur la Suède neutraliste, mais s'était inclinée devant la majorité pour conserver l'unité du parti. Seul un petit groupe avait publiquement manifesté son opposition dans le petit journal « Orientering ». La droite « atlantique » et révisionniste du parti travailliste a cru se renforcer en excluant ce groupe, qui maintenant peut arbitrer au Parlement !

Les élections vont obliger le parti travailliste, toujours seul assez fort pour former le gouvernement, à faire un sérieux « examen de conscience », pour reprendre l'expression de M. Gerhardsen, chef du parti et du gouvernement. Un retour aux sources, une radicalisation semblent nécessaires pour arrêter l'effritement sur la gauche. Théoriquement une politique étrangère tout aussi « atlantique » qu'auparavant peut continuer, les travaillistes bénéficiant en ce domaine du soutien massif des partis « bourgeois ». Mais il est probable que la gauche du parti travailliste pourra imposer un cours plus neutraliste au reste du parti, peut-être aussi des mesures plus socialistes. Les socialistes populistes seront toujours là pour les y pousser. Ils risquent ainsi d'exercer une plus grande influence en dehors de leur ancien parti qu'à l'intérieur de celui-ci, comme ils avaient essayé de le faire entre 1949 et 1960.

B. RAGVIN

DES RODOMONTADES...

Deux dossiers au débat...

Chez Maspéro viennent de sortir deux livres, l'un appelé *Les harkis à Paris*, l'autre, *Nuremberg pour l'Algérie (II)*, ce dernier faisant suite à la première brochure publiée sous ce titre.

L'on sait que sur la question des harkis le pouvoir est particulièrement sensible. Ce phénomène de banditisme officiel (les pièces apportées par le livre sont assez parlantes !) peut rappeler soit l'utilisation par le patronat américain des gangsters pour briser les syndicats, soit l'utilisation de la Mafia en Sicile par les gros propriétaires pour empêcher toute réforme agraire. De toute façon, le dossier a le mérite de prouver, en dehors de la matérialité même des faits, que l'illégalité continue de cette action n'empêche personne de dormir. Pour faire taire les plus criards, on saisit (on se garde bien de poursuivre en diffamation, ce qui permettrait d'apporter la preuve au tribunal !) — et pour les timides, on a l'ineffable M. Patin, de la Commission de Sauvegarde, dont les lettres reproduites ici (style : n'ayez pas peur, je suis là, je m'en occupe...) feraient rire s'il ne s'agissait pas de massacres.

Dans *Nuremberg pour l'Algérie*, Maspéro lui-même, et les avocats Benabdallah, Vergès et Oussedik rappellent les accusations qu'ils ont portées, et qui leur ont valu des inculpations variées (atteinte à l'intégrité du territoire, insulte à magistrat, etc., mais JAMAIS, comme c'est curieux,

l'inculpation en diffamation !) et s'offrent de nouveau à apporter toutes les preuves désirables.

Finalement, à la lecture de ces deux livres, on est amené à se poser des questions. Le mépris total du pouvoir pour la simple légalité de temps de paix signifie bien clairement (comme l'expliquait le colonel Trinquier) que l'on est en guerre, et que la législation du temps de paix n'est plus applicable. La dénonciation des truquages de la justice française doit naturellement être poursuivie ; il y a sans doute encore des gens qui ne connaissent pas l'activité des gangsters en calot bleu. Mais cette dénonciation, si elle dépasse la constatation simple impliquerait qu'on réclame dans tous les cas l'application de la loi civile française, ce qui est une absurdité. Donc, le seul recours est l'opinion publique, le seul recours juridique est le tribunal international. Dans une démocratie normale, la dénonciation publique de crimes comme ceux-ci a pour but de mettre en branle la machine judiciaire ; seul un enfant de chœur pourrait penser que les harkis se verront prochainement traduits devant un tribunal pour coups et blessures, ou séquestration arbitraire. Le résultat atteint est que la justice, en France, est devenue chose relative. Le tout est que les responsables de cet état de choses soient bien clairement désignés. Des livres comme ceux-ci s'y emploient utilement.

P. L. Th.

Le malaise paysan :

ENTR'ACTE

La « grève des députés » et les escarmouches constitutionnelles n'ont pas permis aux problèmes paysans de rebondir cette semaine. Chacun demeure sur ses positions et attend les initiatives de son adversaire éventuel ; dans la coulisse d'habiles négociateurs cherchent à faire prévaloir les compromis jugés nécessaires. Il serait pourtant erroné d'en conclure qu'il ne s'est rien passé.

La fixation, toujours différée du prix du lait démontre que le Gouvernement demeure profondément divisé. Si le Ministère de l'Agriculture semble décidé à soutenir les revendications des producteurs de lait (prix d'hiver à 0,38 NF) plusieurs autres Ministres souhaiteraient que le prix demeure fixé à son niveau de 1960 soit 0,36 NF. L'avis du Comité des Prix, organisme consultatif, irait dans ce sens. L'augmentation du prix, disent les tenants de cette thèse, risquerait encore d'aggraver les risques de surproduction en incitant à produire davantage, alors que l'augmentation de la production pour cette campagne atteint déjà 8 % et que les stocks de beurre s'élèveront bientôt à 160.000 tonnes. Il ne fait pas de doute que les agriculteurs jugeront le nouveau Ministre de l'Agriculture sur sa capacité d'enlever ou non la décision qui leur est la plus favorable.

Ce même Ministre a fait cependant adopter par le Conseil des Ministres quatre projets de loi :

1°) **COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES** : la majorité des producteurs peut imposer des disciplines de commercialisation à la totalité d'un secteur agricole (à l'image des conventions collectives dans l'industrie). Mais le producteur a toujours « le libre choix de ses acheteurs », cette restriction importante risque de rendre inopérante la réforme. La F.N.S.E.A. va tenter au cours de la discussion devant l'Assemblée de faire disparaître ce dangereux petit membre de phrase.

2°) **STRUCTURE AGRAIRE** : Les S.A.F.E.R. nouvellement créées exerceront un droit de préemption pour toutes les ventes de terres. On espère ainsi que les agriculteurs pourront se rendre acquéreurs des propriétés vendues sans que les grosses sociétés agraires bénéficient à tout coup de la possibilité d'accroître la grande propriété capitaliste.

3°) **FIXATION DES PRIX** : Le mécanisme d'« actualisation » est mis au point par le moyen de la fixation de prix d'objectifs pour quatre ans et de prix annuels (prix indicatifs et prix de campagne). Mais le décret d'application de la loi reste à l'initiative gouvernementale, de telle sorte que le Gouvernement décidera souverainement du choix des indices (prix des produits nécessaires à l'activité agricole et prix des produits manufacturés en province) et des produits qui pourront bénéficier de l'indexation. En ce domaine encore les agriculteurs seront sans doute désillusionnés.

4°) **MESURES SOCIALES** : Les retraites des agriculteurs âgés de plus de 65 ans seront doublées en deux étapes ; elles seront portées à 790 NF par an !

Nous reviendrons plus longuement sur ces quatre projets à l'issue de leur discussion devant le Parlement, courant octobre.

Par ailleurs, Edgard Pisani a rompu le silence à deux reprises. Dans une interview au *Monde*, le Ministre s'est plaint de manquer de moyens en comparaison d'autres départements mieux dotés. Il souhaiterait plus d'économistes et d'administrateurs rue de Varennes afin de mettre sur pied un service d'études économiques (un de plus). Il insiste aussi sur la nécessité de créer un système de relations publiques avec la profession et ses autres collègues du Gouvernement, dont il se sent le parent pauvre. La réorganisation du Ministère de l'Agriculture forgerait, pense-t-il, un outil solide pour résoudre les problèmes de structures et de réformes.

C'est sur ce point que l'ancien Préfet de la Haute-Marne devait insister le lendemain. Préoccupé par le problème des débouchés indispensables à une agriculture excédentaire, il compte sur le développement des exportations agricoles et demande l'élaboration d'une politique agricole comme au sein du Marché Commun.

Il s'agit effectivement là des vrais problèmes de l'Agriculture française ; les intentions du Ministre sont bonnes dans leurs grandes lignes, comme le reconnaissent les représentants des exploitants, mais pourra-t-il les traduire rapidement en actes ?

C'est tout le problème du gaullisme et des couches sociales qu'il incarne qui se trouve ainsi posé.

J.-C. BARIGEL.

La Paix... 0

Les commentaires qui ont été faits dans la plus grande partie de la presse française à la suite du discours prononcé vendredi par M. Ben Khedda, le nouveau président du G.P.R.A., sont quelque peu déconcertants. La plupart des commentateurs se bornent en effet à continuer le jeu traditionnel qui consiste à évaluer, d'après telle ou telle phrase, les chances d'une reprise de la négociation et à mesurer les pas que l'un a pu faire vers l'autre.

En réalité, la phase où l'on pouvait — et devait — raisonner ainsi est maintenant terminée. Une situation nouvelle est créée, qui, à nos yeux, impose plus que jamais d'agir vite. On serait tenté de dire : d'agir avec précipitation.

QUE se passe-t-il en effet en Algérie même ? C'est là que la décomposition du régime gaulliste et l'anéantissement de son autorité sont le plus sensibles. Il n'est pas exagéré de dire que l'immense majorité des éléments européens, la plus grande partie de l'Administration et des cadres de l'Armée sont, sinon ralliés activement à l'O.A.S., du moins animés de sympathie pour elle. Il y a peut-être un quarteron de féaux autour du délégué général, quelques officiers loyalistes, plutôt d'ailleurs par attachement personnel à de Gaulle que par conviction profonde. C'est tout ce dont dispose le « pouvoir fort ».

On mesure chaque jour tragiquement son impuissance. C'est déjà un signe inquiétant que les emblèmes de l'O.A.S. soient ouvertement déployés sur les plages, hissés ici ou là sur les bâtiments publics. Ce n'est rien à côté du fait que, de plus en plus souvent, les autorités sont débordées dans la rue et n'empêchent pas les heurts sanglants, les chasses à l'homme, les « ratonnades », les pillages de magasins. Il y a quelques années déjà, un des rares officiers partisans d'une entente avec les nationalistes algériens publiait un article intitulé : « L'Algérie, pays sans loi ». Il songeait alors surtout à la destruction des garanties contre l'arbitraire policier, à la multiplication des illégalités dans les enquêtes de police et les procès, à la torture. Aujourd'hui, c'est dans la rue même qu'il n'y a plus de lois.

Qui peut douter que d'un autre côté, l'immense majorité des Algériens musulmans ne soit, au moins de cœur, avec le G.P.R.A. ? Quelle dérision de parler à cette heure de troisième force ! Au vrai, personne n'ose plus le faire.

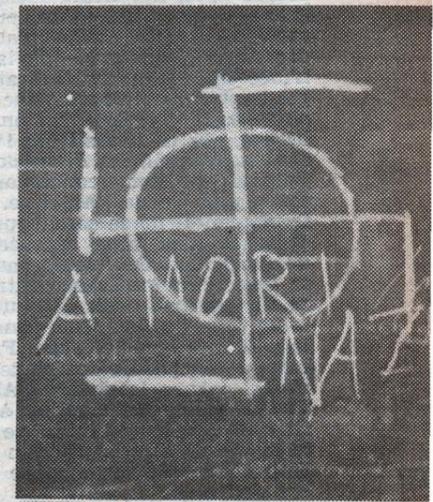
Personne n'ose plus le faire, surtout depuis la conférence de presse de de Gaulle. Les négociations d'Evian et de Lugrin ont échoué parce que du côté français on s'était obstiné à vouloir réserver le problème du Sahara. Et voici que d'un coup, de Gaulle proclame qu'il est naturel que tout gouvernement algérien, quelles que soient sa nature et sa composition, revendique la souveraineté sur le Sahara. Sans doute reste-t-il, comme toujours dans ses propos, bien des points obscurs d'où peuvent surgir des difficultés nouvelles : revendications d'aéro-

dromes, communications vers l'Afrique Noire, etc. Mais — et Ben Khedda n'a pas eu de doute là-dessus — la reconnaissance de la souveraineté algérienne sur le Sahara est le point important : désormais, il apparaît que les chances théoriques d'un accord — car sait-on jamais, après tant de retournements déconcertants, tant de démarches tortueuses, ce qu'il y a dans la tête de de Gaulle — les chances théoriques d'un accord sont plus grandes que jamais auparavant.

Mais voilà précisément où nous ont conduits sept années de tâtonnements, de refus de voir les réalités en face, de recherches d'illusoire solutions. Ce temps perdu a laissé se créer en Algérie même une situation telle qu'un nouveau problème se pose : si un accord est signé, il faudra en assurer l'application, le faire entrer dans les faits, sur place, en évitant l'anarchie



(A.D.P.)



Des inscriptions « La bête n

COMMUNIQUÉ DU

Le Problème de la guerre d'Algérie se pose désormais dans des termes nouveaux.

D'une part, les conditions d'un accord rapide entre la France et le G.P.R.A. paraissent réunies. Dans sa dernière Conférence de presse, le général de Gaulle a admis, une fois de plus, la création d'un état algérien indépendant. Il a reconnu enfin que tout gouvernement algérien, quel qu'il fût, devait inévitablement revendiquer pour lui la souveraineté sur le Sahara. De son côté, le nouveau Président du G.P.R.A., M. Ben Khedda, vient de souligner le caractère positif de cette affirmation. Si donc le gouvernement français est enfin décidé à tirer les conséquences logiques des déclarations du Président de la République, un des derniers obstacles sur lesquels avaient échoué les précédentes négociations a disparu.

D'autre part, en Algérie, les désordres se multiplient dangereusement. Des in-

cidents éclatent de plus en plus souvent entre soldats du contingent et ultras. Les heurts entre les deux communautés deviennent de plus en plus fréquents et de plus en plus graves. Le gouvernement français et ses représentants ne parviennent pas à empêcher des scènes de sauvagerie. Si une telle situation devait se prolonger, l'Algérie serait menacée de sombrer dans le chaos.

Quant à la solution du partage ou du regroupement, si on tentait de la mettre en application, elle aurait pour conséquence une guerre infiniment plus meurtrière, contre une armée disposant de sormais de bases considérablement renforcées et d'une totale liberté de communications.

Ces dangers ne peuvent être évités que par la conclusion dans les plus brefs délais d'un accord entre la France et le G.P.R.A. et par l'adoption des mesures nécessaires pour faire respecter cet accord en Algérie.

Le P.S.U. est persuadé que la grande

A LA DÉCOMPOSITION

Le chaos ?

et le chaos. C'est bien pourquoi il faut faire vite, très vite.

C'est sur ces aspects de la situation que la déclaration du Bureau National du P.S.U. a voulu attirer l'attention de l'opinion publique, en mettant l'accent sur le sort des jeunes soldats du contingent.

Qu'on imagine un instant ce qui se passerait si on laissait aller les choses comme auparavant. Voilà beau temps que les combats contre le G.P.R.A. ont perdu toute signification : au moins depuis le jour où le mot d'autodétermination a été lancé. Deux ans, pendant lesquels tant de vies humaines ont été perdues. Pour rien.

Mais aujourd'hui la situation comporte plus de risques encore pour les jeunes soldats : de jour en jour, il est plus fréquent qu'ils soient pris à partie, et violemment par les ultras.

Et si demain l'O.A.S. et les militaires tentent un nouveau coup ? Ce sera, avec plus de gravité encore, la situation du mois d'avril. Ce serait, en effet, le devoir des jeunes soldats — et nous savons qu'ils sont de nouveau prêts à l'accomplir — de répondre par la désobéissance aux tentatives de leurs chefs.

Dans ces conditions, le choix est simple :

— Ou bien le régime, tirant les conclusions logiques des dernières déclarations de de Gaulle, signe très vite un accord de paix avec le G.P.R.A. et met au point avec celui-ci les mesures nécessaires pour éviter une « congolisation » de l'Algérie.

— Ou bien, une fois de plus, il ruse. Perd du temps. Aggrave une situation déjà inquiétante, comme s'il avait délibérément choisi la politique du pire. Mais laisserons-nous les jeunes soldats être les premières victimes de cet aveuglement ? Permettrons-nous qu'ils soient abandonnés dans cette mêlée confuse ? Ou permettrons-nous qu'on leur impose demain de poursuivre la lutte sous une autre forme, beaucoup plus dangereuse : celle qui résulterait du partage ? Personne ne peut en douter. Si l'Algérie se trouvait divisée, une partie étant abandonnée au G.P.R.A., une autre tenue encore par les troupes françaises, c'est le combat sur un front continu. C'est un gouvernement algérien s'installant sur son territoire, décrétant une mobilisation, disposant d'aérodromes, jouissant d'une totale liberté de communications et de ravitaillement.

On n'éprouverait pas le besoin de rappeler ces évidences, si tant de précédents ne nous avaient habitués à attendre le pire de ce régime.

Désormais, le dilemme est simple : La paix, et tout de suite, ou le retour immédiat des soldats en France.

Devant la faillite du régime, il faut enfin que le sursaut populaire se produise.

C'est le pourrissement de l'affaire algérienne qui entretient la menace permanente de guerre civile et de coup d'Etat. C'était vrai déjà dans les dernières années de la IV^e République. Ce n'est encore plus aujourd'hui, avec une situation aggravée. Le pouvoir étale son incapacité. Incapacité à mettre fin à la guerre. Incapacité à donner la stabilité à notre pays.

« La désintégration de l'Etat, qui va se précipitant. L'unité française immédiatement menacée. L'Algérie plongée dans la tempête des épreuves et des émotions... L'armée, longuement éprouvée par des tâches sanglantes et méritoires, mais scandalisée par la carence des pouvoirs... La France se trouve menacée de dislocation, et, peut-être, de guerre civile ».

C'est de Gaulle qui prononçait ces paroles dans son discours d'investiture, le 1^{er} juin 1958. Elles correspondent beaucoup plus à la réalité présente, trois ans après.

Il ne faut plus attendre pour susciter le mouvement populaire qui ne doit pas être seulement un mouvement de révolte mais un mouvement organisé pour prendre la succession.

Robert VERDIER

BUREAU NATIONAL

majorité des soldats qui se trouvent en Algérie — et en premier lieu les jeunes du contingent — sont également résolus à opposer leur refus d'obéissance à ceux de leurs chefs qui voudraient mettre à profit la situation actuelle pour tenter une nouvelle fois de prendre le pouvoir en Algérie, et à faire assurer le respect et l'application des mesures qui résulteraient d'un accord conclu entre la France et le G.P.R.A.

Dans ces conditions, il faut exiger que le Gouvernement signe la Paix le plus tôt possible.

S'il ne le fait pas, il faut exiger le rappel immédiat en France des forces militaires.

Seule une paix rapide peut éviter le pire.

Les Européens d'Algérie eux-mêmes y ont intérêt. Par la faute des gouvernants qui leur ont permis d'entretenir si longtemps l'illusion de l'Algérie française, ils se sont, dans leur majorité, obstinés à une résistance dont ils doivent savoir

aujourd'hui qu'elle est vouée à l'échec et qu'elle ne trouvera pas le concours du peuple français. Les violences auxquelles certains viennent de se livrer risquent de provoquer des représailles. Seul un accord politique, sur la base de la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie et d'un libre coopération entre la France et l'Algérie, peut préserver leurs vies.

Le peuple français doit manifester sa volonté d'imposer un accord immédiat avec le G.P.R.A. Il doit affirmer qu'il ne tolérera pas les atermoiements qui risquent d'acculer ses jeunes soldats à des situations tragiques et d'accroître les dangers de guerre civile que le 13 mai et l'instauration du gaullisme n'ont fait que rendre plus menaçants.

Devant la faiblesse et l'incohérence du régime, seule l'affirmation populaire de la volonté de paix et de résistance au coup de force militaire, peut conjurer ces périls.

19-9-1961

La fin de la "fronde"

S'IL est à peu près sans intérêt d'évoquer la « rentrée parlementaire » (nul ne songe en effet à consentir une importance réelle, autre qu'incidente ou accessoire, aux jeux d'ombres du Palais Bourbon et du Luxembourg), il n'est toutefois pas sans utilité de jeter le regard sur les partis et formations représentés dans les assemblées, quant à leur évolution actuelle du seul point de vue de la politique intérieure.

Et pourtant ! la « fronde » quelques heures durant, parut faire illusion. Notre confrère *Le Monde* titrait, le 14 septembre : « L'opposition parlementaire s'en prend directement aux méthodes du gouvernement et du Chef de l'Etat ».

Sans recourir à l'exégèse, un esprit simple peut exprimer l'avis que, pour qu'il y ait opposition parlementaire, il faut qu'il y ait un parlement. On sait à quel rôle humiliant et factice l'ont réduit les textes constitutionnels et comment, par crainte d'être doués encore d'un reste de pouvoir, les élus de la Chambre introuvable ont achevé de se réduire à rien par un règlement-bâillon ! On sait enfin en quel néant les a jetés l'article 16, dont la durée d'application pourrait fort bien coïncider avec le régime lui-même, à moins que le chef de l'Etat, poussé à renvoyer cette assemblée qu'il méprise — mais que ne méprise-t-il pas ? — ne renonce au fameux article afin d'user du droit qu'il a de dissoudre ? Hypothèse fragile encore mais qui n'est en rien absurde...

Mais ce temps est aussi celui des grandes découvertes. Ainsi parlant dimanche dans le Nord, M. Mollet a poussé la lucidité jusqu'à reconnaître que « la démocratie a reculé en France ». Il y aura des ingrats pour ne lui savoir aucun gré de cette clairvoyante parole. Au vrai, le maître à penser de la S.F.I.O. poursuit son virage.

Entre « l'opposition constructive » de 58 et la motion de censure dernière-née, M. Mollet a trouvé que décidément, la terre tourne et qu'elle est ronde.

Sur le destin de cette motion de censure, chacun est désormais rassuré : « opposition », gouvernement et les spectateurs s'il y en a encore ! Le conseil constitutionnel ayant conclu gravement que la question de la recevabilité n'étant pas de son ressort, mais ayant auparavant décidé que les propositions de loi suscitées par le malaise paysan n'étaient point recevables, c'est encore notre confrère *Le Monde* qui titrait, non sans humour : « La session spéciale de l'Assemblée a perdu son intérêt ». (Eh oui ! ayant perdu le pouvoir de légiférer, l'Assemblée a perdu, avec son intérêt, sa raison d'être). M. Chaban-Delmas prononcera, lui, l'irrecevabilité de la motion après avoir été partisan de la session spéciale, mais quand on est féal, on ne saurait l'être à demi.

Reste le comportement des groupes.

Ed. FOURNIER

Le Billet de Jean Binot :

DES CONSCIENCES !

NON, les Français n'ont pas la mémoire aussi courte ; ils ont retenu les propos à eux adressés voici trois ans, et sur quel ton ! par MM. De Gaulle et Debré, sur la nécessité de « refaire l'Etat » et de le doter d'un « pouvoir fort et stable », comme ils ont enregistré à cette époque les assurances à eux fournies par les Mollet de service quant au caractère nettement républicain et démocratique de la Constitution fournie par les mêmes (y compris Mollet) et de certain article 16 destiné en particulier, tel le sabre de feu M. Joseph Prudhomme, à défendre les libertés et, au besoin, à les détruire !

Sous couleur d'Etat à refaire, c'est 80 % des Français qui ont la conviction d'avoir été refaits, de sorte que les professions de (mauvaise) foi prodiguées ces jours-ci par nos figurants vous ont une de ces saveurs...

Domage que l'on n'ait guère le cœur à rire.

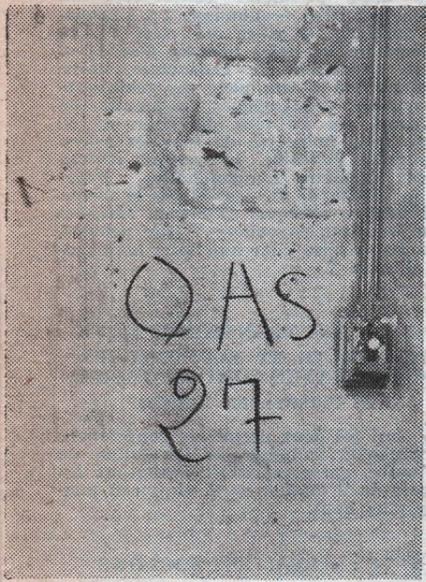
La palme revient, dans le genre, à un compatriote d'Olive et de Marius, l'honorable Bergasse, à qui l'on devrait ces nobles paroles : « Ce qui est pire que l'absence du parlement, c'est une parodie de parlement », en somme, l'équivalent de « La garde meurt et ne se rend pas ! » inventé jadis par les historiens bien élevés.

Ah ! les braves gens...

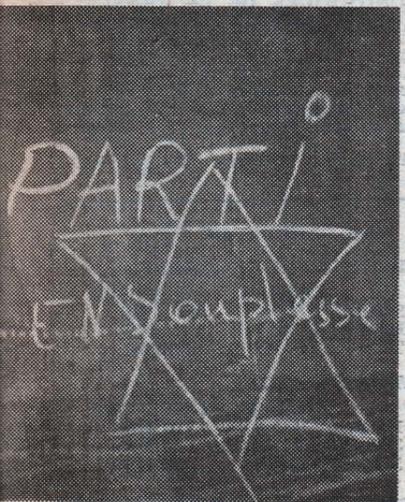
Je parle de l'honorable Bergasse et de ses congénères, lesquels rencontrés à l'automne 58 dans les couloirs du Palais Bourbon, vous déclaraient sans hésiter que cette constitution gaulliste ne valait pas les quatre fers d'un chien, mais que, naturellement, il n'était pas question de la combattre si l'on avait envie d'être réélu...

Je vous le dis : des consciences !...

inquiétantes... pas morte »



(A.D.P.)



(Keystone)

POUR LA RENTRÉE DES CLASSES : Deux nouveaux cahiers du Centre d'Études Socialistes

- *L'Évolution de la lutte des classes et ses conséquences politiques*
- *Les structures économiques de la France et le rôle des entreprises*

La formation économique : une obligation pour les militants

- L'évolution de la lutte des classes et ses conséquences politiques.
- Les structures économiques de la France et le rôle des entreprises.

Le Centre d'Études Socialistes (1) vient de publier, pour la rentrée, deux nouveaux cahiers, qui portent à 10 (dont 4 numéros doubles) le nombre de ses cahiers édités depuis le début de l'année. Ces nouvelles livraisons retiendront tout particulièrement l'attention des militants, au moment où ils préparent eux aussi la rentrée politique du P.S.U. dans leur quartier et leur usine.

Le premier Cahier (N° 7-8) comporte en effet deux études, fort remarquables de Serge Mallet et Yvan Craipeau sur les transformations sociales, syndicales et politiques de la France contemporaine, ainsi que de larges aperçus sur l'avenir que prépare cette évolution. Il s'agit de deux cours professés au printemps, à l'occasion d'un week-end d'études du C.E.S. sur les mutations de la France d'aujourd'hui, cours qui ont été abondamment complétés et actualisés par leurs auteurs.

Dire de l'exposé de Mallet sur l'évolution actuelle du syndicalisme et des luttes ouvrières en France qu'il est passionnant, est trahir — par défaut — la vérité. Son texte se lit comme un roman ; mais un roman historique qui serait celui de no-

tre époque, et dont les personnages agissent sous nos yeux, trop peu ouverts souvent pour bien comprendre l'Histoire de notre temps.

La parfaite connaissance de l'évolution ouvrière actuelle, que possède Mallet, les très nombreuses monographies industrielles et sociales, pour lesquelles il est allé enquêter sur place lui permettent d'illustrer d'exemples parlants les mutations qu'il décrit — du syndicalisme de métier au syndicalisme de techniciens, en passant par le syndicalisme de masse — et d'expliquer pourquoi se sont produites — et se poursuivent — ces transformations de la lutte ouvrière.

Sans schématisme excessif, il s'efforce de classer les évolutions en cours — parfois de sens contraire — d'en jauger l'avenir, de mesurer les chances — et les conséquences — de l'électoratisme syndical, de la politique patronale d'intégration du personnel à l'entreprise, des contre-attaques syndicales récentes et des nouveaux types de revendications avancés par l'aile marchante du syndicalisme français...

Sous sa plume, la lutte syndicale s'anime, adapte sa stratégie aux conditions nouvelles de la production, passe des revendications de salaire ou de sécurité à la revendication d'un contrôle sur la gestion de l'entreprise et l'action de la direction...

Quelles conséquences implique cette nouvelle stratégie, ces grèves moins coûteuses (pour les travailleurs) que les grèves anciennes et pourtant plus efficaces ? Quels dangers menacent ce syndicalisme plus unitaire qu'autrefois mais sans doute plus « corporatiste » ou davantage lié à l'entreprise ? Pourquoi les syndicats passent-ils de la lutte locale à la bataille régionale, et de la lutte professionnelle à la bataille politique pour le socialisme ?

C'est à tout cela — et à bien d'autres questions encore — que répond Mallet, exemples à l'appui. De sorte que l'exposé de Craipeau qui fait suite au sien n'a aucune peine à démontrer l'inadaptation des immobilismes de la S.F.I.O. ou du P.C.F. à cette évolution constante et de plus en plus rapide. Ce n'est pas non plus un « révisionnisme » mutilateur et simplificateur qui apportera les réponses politiques — et fournira les débouchés appropriés — aux questions que posent les transformations techniques, économiques et sociales du monde moderne.

Les nouvelles pistes sont à chercher dans un approfondissement de la pensée socialiste et dans un élargissement de l'action aux couches jusqu'alors peu sensibles aux obstacles que le capitalisme maintient sur leur route, et à l'intérêt — pour elles comme pour la nation tout entière — de solutions socialistes : techniciens et cadres, étudiants, jeunes agriculteurs, générations nouvelles des pays sous-développés...

C'est dans cette perspective que s'inscrit le mot d'ordre du Front Socialiste, adopté par le dernier congrès du parti, mot d'ordre dont Craipeau montre tout à tour le bien fondé en le situant dans son véritable cadre et l'intérêt en en développant les multiples conséquences dans l'ordre du programme politique à promouvoir comme de la stratégie à adopter. Cette présentation sommaire suffit, je pense, à montrer aux militants toute l'importance de ce Cahier double.

LA FORMATION ECONOMIQUE : UNE OBLIGATION POUR LES MILITANTES

Du second Cahier que publie le C.E.S. nous ne dirons que peu de choses, faute de pouvoir résumer en quelques lignes 80 pages d'une grande densité sur les structures de l'économie française et le

rôle que jouent, dans cette économie, les entreprises.

Ce Cahier groupe les 3^e et 4^e conférences du cycle d' « initiation aux questions économiques » qui est depuis deux ans l'un des plus suivis de ceux qu'organise le C.E.S. à Paris et en banlieue. (Les 1^{re} et 2^e conférences avaient été publiées avant l'été : Cahiers N°s 3-4).

M. Rungis y analyse les multiples disparités qui caractérisent l'économie française : disparités de revenus entre les citoyens (de 1 à 2.000 ou 3.000 !), disparités entre régions, disparités selon la taille des entreprises (1 firme sur 400 produisant en moyenne autant que les 399 autres !)... L'auteur étudie les causes de ces disparités structurelles, les faux remèdes qu'y apporte le néo-capitalisme contemporain et les solutions de type socialiste à mettre en œuvre pour assurer une rénovation des structures françaises au profit du plus grand nombre. Le tout émaillé de centaines de chiffres et d'exemples, toujours significatifs.

L'autre cours publié dans ce cahier concerne le fonctionnement des entreprises modernes. C'est l'occasion pour M. Rungis d'aborder bien des problèmes brûlants : les formes nouvelles de la lutte des classes dans l'entreprise, le rôle et les buts des « directeurs » (technocrates privés ou publics), la mutation des grandes sociétés, l'état actuel de la concentration capitaliste en France (secteur par secteur), les formes nouvelles de la concentration financière (holdings, sociétés d'investissement), les pratiques monopolistiques ou oligopolistiques, les ententes patronales, les participations financières entre entreprises, etc.

L'intérêt principal de cette étude est de fournir une analyse vivante et à jour non pas d'un « capitalisme de papa », désincarné et théorique, mais du capitalisme français de 1961, tel que le révèlent les meilleures études récentes, complétées par l'auteur. Point n'est besoin d'ailleurs d'insister : les chiffres de vente des Cahiers du C.E.S. montrent que les militants du P.S.U. ont parfaitement compris qu'une solide formation économique est aujourd'hui une obligation pour tout militant politique sérieux. Syndicalistes ou militants de quartier, les militants ne peuvent plus ignorer comment fonctionne la machine économique que leur lutte vise à remplacer, ni quoi d'autre lui substituer.

LES CAHIERS DÉJÀ PARUS

Un mot encore : ce succès va amener le C.E.S. à rééditer certains de ses Cahiers, épuisés en quelques mois seulement. Mais il est clair qu'il ne pourra les rééditer tous. Passez donc rapidement vos commandes, pour ne pas risquer... de n'être pas livrés.

Voici la liste des Cahiers parus à ce jour :

N° 1 : « MARXISME ET PENSÉE SCIENTIFIQUE »
(Laurent Schwartz)

Un des plus grands savants de notre temps, pose, à partir d'une brève analyse du marxisme, les problèmes de méthode de la pensée scientifique, ceux d'un socialisme scientifique délivré du dogmatisme et du révisionnisme réformiste. Cet ex-

posé servait d'introduction à une série de conférences centrées autour du thème : « Le marxisme est-il vivant ? »

N° 2 : « DE L'EMANCIPATION NATIONALE A LA REVOLUTION SOCIALISTE EN AFRIQUE NOIRE »
(Th. Munzen)

Une étude solide, appuyée sur une abondante documentation. L'émancipation actuelle de l'Afrique est-elle réellement un phénomène de décolonisation ? Quelles sont les chances de la révolution socialiste dans ce continent qui commence à prendre conscience de lui-même ?

N° 3-4 : « INITIATION AUX PROBLEMES ECONOMIQUES FRANÇAIS »
(M. Rungis)

Les deux premières conférences du cycle d'initiation économique : « L'économie politique, qu'est-ce que c'est ? » et « l'évolution de notre pouvoir d'achat ». Grand spécialiste de l'économie, notre camarade est connu pour ses remarquables qualités pédagogiques. Le premier de ses cours est un tour d'horizon de ce qu'est, dans notre vie de tous les jours, l'économie politique. Le second répond à deux questions fondamentales : Pourquoi le niveau de vie n'est-il pas le même pour tous et pourquoi ce niveau varie-t-il selon les groupes sociaux ? Que peuvent faire les salariés pour améliorer leur pouvoir d'achat ?

N° 5-6 : « LES TRANSFORMATIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE »
(R. Filliatre, M. Rungis)

Ce sont les deux premières conférences du week-end d'études sur l'évolution de la France, qui comprenait également les exposés de S. Mallet et Y. Craipeau analysés plus haut.

N° 7-8 : « REALITES SOCIALES ET POLITIQUES NOUVELLES »
(S. Mallet, Y. Craipeau)

N° 9-10 : « STRUCTURES ECONOMIQUES DE LA FRANCE ET FONCTIONNEMENT DES ENTREPRISES »
(M. Rungis)

Ce sont les conférences N° 3 et 4 du cycle d'initiation économique, qui en comportera au total 6, publiées en 3 Cahiers.
(1) 17, Rue de Chaligny - Paris (12^e).

LES CAHIERS DU C.E.S.

● PRIX DE LA BROCHURE

	FRANCE	ETRANGER
Simple	1,50 NF	2 NF
Double	2,40 NF	3 NF
Triple	3,00 NF	3,70 NF

● ABONNEMENTS :

	FRANCE	ETRANGER
15 cours	15 NF	21 NF
30 cours	29 NF	40 NF
55 cours	53 NF	66 NF

Bulletin d'Abonnement

NOM
Prénom
Adresse

déclare souscrire un abonnement de :

Soutien	30 NF
Un an	19 NF
6 mois	10 NF
3 mois	5 NF

54, boulevard Garibaldi PARIS (15^e)
C.C.P. 5.826-65

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)

FIG. 65-21 - TRI. 28-48

● Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)

SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 an	19 NF
Soutien	30 NF

— Directeur Gerant : Roger CERA1 —

IMPRIMERIES RENE-BOULANGER
60, r. René-Boulanger, Paris-10^e
IMPRIMERIES DE LA CHAPELLE
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Porte de la Chapelle)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Du 29 septembre au 29 octobre :

La Compagnie Jean DES-
CHAMPS présente

Arlequin serviteur

de deux maîtres
de Goldoni

Générale : le 30 septembre

Début du spectacle à 20 h. 30
précises.

LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Beaucoup d'amis ont répondu à notre appel.

Mais le total des sommes déjà rentrées et des engagements de versements mensuels pris pour l'année est encore nettement inférieur aux 6 millions d'anciens francs qui étaient absolument indispensables, avant même le surcroît de dépenses entraînées par la lutte contre les militaires fascistes et leurs complices.

Nous avons donc, plus que jamais, besoin de vous tous. Envoyez votre obole à Maurice Klein (37, rue de Trévis, Paris (9^e) - C.C.P. 4435-35 Paris) et remplissez la formule d'engagement ci-dessous.

Le Secrétaire National,
Edouard DEPREUX.

Le Trésorier,
Maurice KLEIN.

Je, soussigné (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié (C.C.P. 4435-35 - Paris), la somme de NF.
Signature :

Avant-garde et grand spectacle

Spartacus

Les canons de Navarone

LES rôles sont renversés : cette semaine, les films que je conseille sont deux grandes machineries, deux superproductions hollywoodiennes. Et, en même temps, je ne recommande pas le dernier film « nouvelle vague » et audacieux (sic) récemment sorti.

En effet, Une femme est une femme semble soulever des polémiques dont on se demande le motif : rarement l'on aura vu se dérouler sur l'écran plus indigente nullité. Crier à la rénovation du cinéma devant ce mauvais film d'amateur, flou et hideusement coloré, devant ces plaisanteries au style « Almanach Vermot », dénote une rare aberration du sens critique, bien éloignée des ordinaires et fécondes divergences de jugement. Godard se moque du monde, c'est son droit, et tant que ça marche, pourquoi se gêner ?

Le succès public des Canons de Navarone vient récompenser un travail honnête. C'est en effet un film d'aventure-type : un suspense bien mené, des personnages suffisamment conventionnels pour qu'on les retrouve avec plaisir, à peine quelques passages un peu languets, des moyens sur lesquels on n'a pas lésiné. Vous aurez oublié ce film le lendemain, si vous allez le voir : mais pendant la projection, vous serez amusés, passionnés, intrigués, etc... Un seul point noir, de taille : l'affreux cabotinage de Gregory Peck. Mais même cela ne jure pas trop dans cet ensemble au style « bande dessinée ».

Spartacus a d'autres ambitions et les remplit. Présentons les responsables : le romancier américain Howard Fast (avant son revirement), le cinéaste Stanley Kubrick (un film : Les Sentiers de la gloire, interdit en France, qui montrait comment la lâcheté d'officiers faisait massacrer des hommes, en 1916, sur le front français, et présentait une vision non-officielle des « fusillades pour couraïse »), le scénariste Dalton Trumbo, l'un des fameux Dix de Hollywood, qui furent emprisonnés en plein maccarthysme pour avoir refusé de répondre aux questions de la Commission des menées anti-américaines. Trumbo, mis sur les listes noires, vient seulement de faire sa rentrée avec Exodus et Spartacus : il est l'un des rares privilégiés qui, parmi les Dix, ont réussi à réparaître. Cette équipe tient la gaige de faire à Hollywood une super-production luxueuse et progressiste ! Spartacus raconte en détail l'histoire de la célèbre révolte d'esclaves qui marqua les prémices de l'Empire romain. Les problèmes de la révolte, de l'exploitation, de la dictature, y sont évoqués en termes certes grossiers et simplistes, (ce n'est pas un manuel d'économie politique), mais suffisamment reconnaissables et adaptables à notre époque. Et si, politiquement, une telle orientation est importante dans une super-production, il faut ajouter que Kubrick a beaucoup de talent, et que ce film géant est de l'excellent cinéma.

Du pain et les jeux de cirque ? Si ce sont des jeux comme celui-ci, le spectateur qui n'est pas remué est un cas désespéré...

Marcel RANCHAL

PANTHEON
13, rue Victor-Cousin - ODE. 15-04
DU 20 AU 26 SEPTEMBRE
LES ÉVADÉS
DE LA NUIT
(v.o.)
Permanent de 14 h. à 24 h.

Lent départ de l'agitation sociale

« Dans les syndicats ouvriers, la politique surclasse les revendications sociales ». Par ce titre, l'éditorialiste du quotidien économique et financier « Les Echos », entendait expliquer l'apparente apathie de la classe ouvrière française en cette fin d'été 1961. Et l'éditorialiste des « Echos » ajoutait en outre : « Ces préoccupations politiques freinent évidemment la volonté revendicative et expliquent que le retour des congés payés se soit effectué dans le plus grand calme. »

Que penser des deux affirmations des « Echos ». Y a-t-il réellement un arrêt des luttes revendicatives ? Cet arrêt est-il dû à des préoccupations politiques ?

Calme réel ou apparent ?

UN examen superficiel de la situation sociale donne, à première vue, raison au journaliste des « Echos ». On s'attendait à une rentrée très agitée. La vague revendicative précédant les vacances avait été puissante, mais ses résultats se sont montrés plutôt décevants. Aucun des grands problèmes posés concernant les grandes entreprises nationales n'avait été réglé. Le reclassement des cheminots, des agents de l'Electricité Gaz de France, des employés de la R.A.T.P. restait en suspens comme restait en suspens l'harmonisation des traitements des fonctionnaires avec ceux du secteur nationalisé.

Dans le secteur privé, la lutte s'était engagée au printemps contre la limite des 4 % annuels que M. Debré entendait apporter aux augmentations de salaires. Enfin, les batailles de juillet avaient été particulièrement dures, donnant notamment à la Régie Renault l'occasion de faire connaître à son personnel le nouvel aspect de sa politique « sociale ».

Par rapport à cette époque, il est vrai que la rentrée s'annonce calme. Même le discours au ton provocateur prononcé il y a une quinzaine de jours par M. Debré n'a jusqu'à présent provoqué qu'une réaction vive, mais seulement verbale, de la part des organisations syndicales. Pourtant, les actions ont repris. Elles ont d'abord touché les entreprises menacées de fermeture ou de ralentissement d'activité. Ainsi, pour protester contre les licenciements, des débrayages nombreux ont eu lieu aux usines Sud-Aviation de la Courneuve. Agitation également chez Morane-Saulnier, après des licenciements, aux usines Facel, aux Forges de l'Adour. La liste est longue des entreprises où le problème-clé de la rentrée est le problème de l'emploi. Massey-Ferguson, entreprise internationale de machines agricoles, licencié dans la région lilloise. Fouga et Petro-Fouga licencient à Béziers. Si théoriquement, les licenciés de Lille devraient pouvoir être réemployés dans la région (beaucoup plus difficilement d'ailleurs que ne l'affirme la direction), tout espoir de réemploi paraît vain pour les chômeurs prévus dans l'Hérault ou dans la région de Bayonne. Cela donne d'ailleurs aux combats menés par les ouvriers de ces entreprises, un caractère dur un peu désespéré.

A côté de ces luttes difficiles, les mouvements d'ensemble ont également repris. Premier en date, celui lancé par la C.G.T. dans les arsenaux de province. Il avait un peu l'allure d'un test. Test probant, la journée revendicative a connu un succès certain.

Causes politiques ou autres ?

Le calme est donc loin d'être total. Néanmoins, il manque à ce rendez-vous d'automne les grandes actions spectaculaires que tout le monde attendait. Causes politiques, affirme l'éditorialiste des « Echos ». Il a, au moins en partie, raison. Il est vrai que l'affaire de Berlin, la relance de la guerre froide, préoccupent considérablement les directions syndicales. Benoît Frachon dans son discours de Baillet, les textes émanant de Force Ouvrière ou de la C.F.T.C. placent au premier plan la situation internationale (chacun d'ailleurs avec des optiques différentes). Plus important en

core : à la base, la tension a provoqué une diminution de la combativité ouvrière. Une réelle inquiétude se manifeste dans les ateliers, les bureaux et le problème des salaires passe un peu au second plan. En outre, il semble que devant l'importance des événements qui se déroulent à l'échelle du globe, les salariés se sentent un peu impuissants.

Ce sentiment d'inquiétude et d'impuissance apparaît à un moment où pour être efficaces, les luttes doivent être dures. Les mouvements lancés au printemps par les personnels des services nationalisés ont stoppé au moment où, du fait des menaces de réquisition, ils menaçaient de tourner à l'épreuve de force gouvernement-syndicats. Les luttes du secteur privé ont, elles aussi, été très tendues. Le patronat a multiplié les sanctions et utilisait fréquemment l'arme du lock-out. Dernier exemple connu : le débrayage des peintres des usines Renault du Mans qui s'est soldé par une série de licenciements. On comprend que cette attitude patronale oblige les organisations ouvrières à une certaine prudence.

Des symptômes de reprise de l'action

Enfin, les succès remportés pendant les premiers mois de l'année 1961 ont été, d'une certaine manière, démobilisateurs. En effet, dans de nombreuses entreprises, le verrou des 4 % Debré a sauté. Un peu partout dans le secteur privé, des augmentations relativement importantes des salaires ont été obtenues. On considère qu'une augmentation moyenne de 4 % a été accordée dans le premier semestre. Dès juin, la limite fixée par M. Debré était franchie.

Il y a donc fort peu de chances que les grandes luttes redémarrent à partir du secteur privé. Des exceptions toutefois : Dunkerque par exemple, où l'agitation prend une forme dure et qui pourrait fort bien devenir le Saint-Nazaire de l'automne 1961.

Mais tout annonce que c'est plutôt dans le secteur public que seront lancés les premiers grands mouvements. Les conditions y sont, en effet, favorables : mécontentement très vif des salariés ; retard de plus en plus important de leurs revenus sur ceux du privé ; puissance relativement forte des organisations syndicales. Deux grandes entreprises se sont manifestées :

— Les Charbonnages de France où la direction a pris par rapport aux revendications une attitude véritablement provocatrice : pour rattraper le retard des salaires des mineurs, chiffré à 11 % par la C.G.T., la direction des Houillères a osé proposer une augmentation limitée à 1,6 %. De plus, des menaces sérieuses de nouvelles atteintes aux retraites et à la Sécurité sociale minière sont décelées par les syndicats au travers de certaines déclarations officielles.

— la S.N.C.F. où le refus systématique du gouvernement de satisfaire les demandes d'augmentation des salaires a amené les fédérations C.G.T. et C.F.T.C. à reconstituer leur unité d'action. Elles ont décidé pour le 27 septembre une journée nationale revendicative.

Si on ajoute à cela qu'au cours des manifestations paysannes de cet été, de sérieux contacts ont été pris dans de nombreux départements entre les syndicats ouvriers et paysans, contacts qui permettront une meilleure coordination des actions, on peut prévoir que le gouvernement risque bientôt de se trouver face à d'importants mouvements sociaux.

L. R.

Vignerons et ouvriers agricoles : Des situations impossibles

CHACUN sait en Roussillon et dans les départements viticoles du Midi de la France que les vignerons ne peuvent vendre la totalité de leur vin de consommation courante. Au-dessus de 30 hectolitres (franchise accordée), un tiers de la production est bloqué, c'est ce qu'on appelle le « hors quantum ». Pour justifier le « hors quantum » il est dit : Le marché est encombré, pour l'assainir, il faut réduire la quantité de vin mise en circulation. Mais alors pourquoi importons-nous des vins de l'étranger ? Le seul bénéfice de cette opération va aux importateurs industriels, en réduisant les légitimes ressources des exploitations familiales méridionales.

A l'approche de la vendange, le petit et moyen exploitant qui garde une partie de son vin bloqué en cave, se demande avec inquiétude comment il logera la nouvelle récolte. En effet le plus souvent, ses cuves et sa futaille sont limitées et quelquefois peu appropriées pour conserver intacte la qualité du vin. De plus il a besoin d'argent pour faire face aux dépenses familiales et d'exploitation. Il est pressé et vend alors au premier offrant à un prix modique qui atteint péniblement le tiers du montant exigé pour le « quantum » (quantité libre à la vente). La perte est brutale et les ressources diminuent si les charges augmentent (impôts, risques de calamités agricoles).

Aussi le petit et moyen vigneron ne peut-il guère moderniser son équipement, ce qui lui permettrait pourtant d'obtenir un meilleur rendement. S'il le fait, c'est en empruntant aux caisses de Crédit Agricole qui ne sont pas toujours larges pour les exploitants modestes. Elles prêtent plus facilement à certains gros terriens qui placent cet argent en doublant le taux d'emprunt, spéculant ainsi sur l'ensemble des viticulteurs. Le petit exploitant, lui, devra rembourser au détriment du niveau de vie familial et de certains travaux de la vigne négligés faute de ressources.

Soulignons en outre, que les droits sur un litre de vin sont de 24 à 25 anciens francs. Il faut conditionner ce vin et le transporter. On paye alors chez le détaillant de Perpignan 100 anciens francs un litre de vin de 10 degrés que le récoltant catalan a vendu sur place 50 anciens francs. Il y a deux perdants : le producteur et le consommateur.

La carence du gouvernement en matière économique est manifeste et sa politique paysanne ruineuse. Mettre « hors quantum » le tiers de la récolte des petits et moyens propriétaires, ne

disposant le plus souvent d'aucun autre revenu, est inique. Faute de ressources, ces producteurs restent condamnés à des méthodes de culture désuètes et sont appelés à disparaître si des solutions énergiques n'interviennent pas rapidement. Mais, d'abord, ils doivent réagir eux-mêmes dans l'immédiat, comme le préconise le tract édité par les Fédérations P.S.U. des départements méridionaux (à l'initiative de notre camarade de l'Aude Aimé Huc) en demandant :

— Que les grandes exploitations supportent seules les mesures d'assainissement du marché, le « hors quantum » devant être proportionnel à l'importance des récoltes.

— La réduction du circuit commercial et la limitation effective des marges bénéficiaires, garantissant à la fois une juste rémunération du producteur et un prix adapté au pouvoir d'achat du consommateur.

Il est au moins aussi urgent de se préoccuper du sort de l'ouvrier agricole, ce salarié mal aimé qui ne bénéficie ni de la sécurité de la « paye » ni de la sécurité de l'emploi.

Dans les Pyrénées-Orientales les gros propriétaires terriens refusent de discuter du salaire annuel de ces véritables « damnés de la terre ». Ils fixent eux-mêmes arbitrairement le tarif des salaires des vendanges et prétendent les diminuer de 20 % pour la période du pressurage. Mais les délégués ouvriers de la CGT, de la CF.T.C. et de F.O. présents à la Commission mixte du 4 septembre dernier réunie à Perpignan, ont refusé d'entériner ces exigences inadmissibles.

Il faut garantir la sécurité du travail à l'ouvrier de la vigne et des champs qui réclame fort justement la parité des salaires et des avantages sociaux avec son camarade du secteur industriel. Mais, pour assurer un véritable minimum vital à tous les travailleurs de la terre, — qu'il s'agisse du petit, du moyen exploitant ou de l'ouvrier, — il faudrait réaliser une planification complète de la politique agricole française. Notre ami Tanguy-Prigent, alors ministre de l'Agriculture, avait déjà amorcé une politique sociale hardie (prêts aux jeunes ménages agriculteurs, impulsion des Coopératives d'utilisation de Matériel Agricole, etc...).

C'est dans cette voie que réside le salut de tous les travailleurs de la terre, nettement sacrifiés par la politique de l'actuel gouvernement.

Noël ALTEZA

QUI DÉFENDRA L'O.N.U. ?



Moïse TSHOMBE

(Agip)

AUJOURD'HUI, plus que jamais, la situation congolaise apparaît éloignée de toute solution. On en est revenu au point de départ, avec plus de morts et plus d'incertitudes. Plus que jamais, aussi, elle fait planer une lourde menace sur l'Organisation des Nations-Unies. Commencée au mois de juillet 1960, la crise congolaise n'a pas fini de faire parler d'elle et d'inquiéter le monde. La cause essentielle de la crise provient des velléités de sécession exprimées par le gouvernement katangais, depuis que le Congo est devenu indépendant. A quoi tient la gravité du problème posé par l'attitude de M. Tshombé ?

Durant quatre-vingt-quatre années de colonisation, le gouvernement belge a orienté tous ses efforts vers le développement des ressources minières et agricoles et du potentiel industriel du Katanga, province la plus riche. A la veille de l'indépendance, la production katangaise équivalait à 980 millions de dollars par an. Avec une population de 1,7 million (ensemble du Congo : 14,6 millions), le Katanga produit 73 % du cobalt mondial, 7,4 % du cuivre et 5 % de l'étain. La sécession katangaise du 11 juillet 1960 enlevait au reste du Congo une masse très importante de revenus, et, par là même, ses conditions de survie.

Des intrigues financières

Non seulement M. Tshombé est de moins en moins décidé à partager ses richesses avec ses « frères » congolais, mais il a aussi — et cela depuis longtemps — d'autres projets en tête. L'essentiel des mines katangaises est exploité par une société privée, l'Union Minière du Haut Katanga, en vertu d'une concession valable jusqu'en 1994. Cette société fournissait 25 % des recettes fiscales du Congo et au moins autant de façon indirecte par les salariés qu'elle paye et les commerçants que ces salariés font vivre. Mais l'important réside dans la répartition des actions de l'Union Minière. 16 % sont entre les mains de la Société Générale de Belgique et de sa filiale, la Compagnie du Katanga ; 14 % ont été attribuées, lors de la constitution de l'Union Minière en 1891, à la Tanganyika limited, société anglaise qui exploite les mines de cuivre du Tanganyika ; 25 % reviennent de droit à l'Etat congolais, mais il suffirait que le Katanga se déclare indépendant pour qu'il conquiert ces 25 % ; 45 % des actions, enfin, sont entre les mains de 100.000 personnes ou banques privées dont aucune ne détient plus de 0,5 % du capital de l'affaire. M. Tshombé n'a donc qu'à obtenir l'indépendance de sa province pour créer, par un accord avec la Tanganyika limited et la Société Générale de Belgique, une entente qui assurerait la majorité.

Outre les agissements de la finance internationale (il y a d'autres intérêts privés sur la scène congolaise et qui pour certains — tels ceux de la Dillon Road Co — vont à l'encontre de la politique de l'Union Minière), il est nécessaire de jeter la lumière sur les intrigues de la Rhodésie du Nord. Un article d'E. Glinne, dans le journal socialiste belge « La Gauche », (6-8-1960), est très éclairant à ce sujet : « On sait comment l'Union Minière a renfloué financièrement et créé politiquement M. Tshombé. On sait moins que la Conakat, parti du Premier Ministre katangais, a un homologue du côté rhodésien de la frontière : la Fertrikat. Les grands internationaux du cuivre relançant, par l'intermédiaire de politiciens africains dûment inspirés, le projet de fédération katango-rhodésienne, jadis laissée aux initiatives des blancs de l'Union Katangaise et des groupes de choc fournis par des colons nord-rhodésiens.

Voilà ce que, pudiquement, le New-York Times appelle le « Background » de l'affaire congolaise, et qui éclaire singulièrement ce tragique conflit.

Sachant que sa politique se heurterait inévitablement au refus de Léopoldville, et qu'en conséquence il ne pourrait parvenir à ses fins par des moyens pacifiques, M. Tshombé décida, dès le départ, de renforcer son potentiel militaire. Ses appuis financiers internationaux lui en donnèrent les moyens. Sa cause fut particulièrement bien entendue dans des capitales comme Paris (livraison des « Fouga-magister » qui déciment aujourd'hui les troupes de l'O.N.U.) et auprès de ces mercenaires insatiables, de ces « affreux », tel le colonel Trinquier (et tant d'autres).

C'est dans de semblables conditions que l'O.N.U. décida d'intervenir, en conformité avec les directives qui lui furent données par le Conseil de Sécurité. Dans la première phase de leur intervention, les « casques bleus » avaient essentiellement pour mission de maintenir l'ordre. Ce fut un échec : les dissensions intestines empirèrent et les manœuvres de M. Tshombé et du colonel Mobutu aboutirent finalement au meurtre de Patrice Lumumba. Avec la formation du gouvernement Adoula, en août dernier, qui

DAG HAMMARSKJOELD est mort.

Le Congo, où il affrontait l'une des plus dangereuses situations de sa carrière, qu'il avait choisi comme banc d'essai de l'efficacité de l'action de l'O.N.U. au service de la paix, le Congo l'a finalement tué. Après un Chef d'Etat, Patrice Lumumba, c'est un Secrétaire Général des Nations-Unies qui a payé de sa vie sa volonté de résoudre ce problème.

marquait la réintégration des lumumbistes au sein de la politique nationale, l'O.N.U., qui avait, en l'occurrence, joué un rôle conciliateur, connut un début de succès.

Restait l'hypothèque Tshombé. Hypothèque menaçante, car le leader katangais, loin d'avoir désarmé, et tout en affichant sur le devant de la scène une attitude conciliante à l'endroit du gouvernement de Léopoldville, multipliait ses contacts avec diverses personnalités venues de l'étranger. Au mois d'août, il recevait une délégation officielle de la Rhodésie du nord, qui tenait « à remercier publiquement M. Tshombé pour l'aide que celui-ci avait apportée à la Rhodésie en appuyant, au cours de la campagne électorale, ayant précédé le referendum, certains leaders « modérés ». Voilà qui était significatif.

Le pari de Dag Hammarskjöld

Comment l'O.N.U. allait-elle résoudre cette situation ? La sécession katangaise, c'était le Congo plongé, du jour au lendemain, dans la guerre civile, sans compter le grave préjudice économique qui en résulterait pour le reste de la population congolaise. D'un autre côté, inutile de croire parvenir à une conciliation entre les dirigeants du Katanga et le gouvernement central. Enfin, un échec aurait été trop grave pour l'autorité des Nations-Unies. La résolution du Conseil de Sécurité du 14 juillet 1960 fixait notamment comme objectif de l'intervention des « casques bleus » : « ... de fournir au gouvernement (congolais) toute l'assistance militaire qui lui sera nécessaire jusqu'à ce que... les forces nationales de sécurité congolaises soient complètement en mesure de remplir leur tâche ». Une seconde résolution, en date du 21 février dernier, réclamait avec insistance « ... que les mesures soient prises en vue du retrait et de l'évacuation immédiate du Congo de tout le personnel militaire et paramilitaire belge et étranger et des conseillers politiques ne relevant pas de l'autorité des Nations-Unies, ainsi que des mercenaires ».

Mercredi 13 août, à 4 heures du matin, le commandement des Nations-Unies à Elisabethville envoyait des unités militaires occuper les points stratégiques de la ville. Estimant ne pas pouvoir parvenir par un autre moyen à supprimer la menace permanente constituée par l'attitude de M. Tshombé et ses troupes de mercenaires, Dag Hammarskjöld avait opté pour la politique de force.

Intervention inconsidérée ? Erreur de jugement sur l'état des forces en présence au Katanga ? La vigueur de la réplique opposée par les troupes de M. Tshombé et l'actuelle précarité de la situation des « casques bleus » semblent le faire croire aujourd'hui. Il convient cependant de préciser que l'action du Secrétaire Général n'a rencontré aucun appui, alors que le gouvernement katangais bénéficiait de soutiens importants. C'est ainsi, par exemple, que les autorités britanniques réagirent violemment à l'initiative de l'O.N.U. et empêchèrent la livraison d'avions éthiopiens destinée aux forces internationales (ceci s'explique par la part des actions de l'Union Minière possédée par la Tanganyika limited, société anglaise). D'autre part, c'est surtout après la mort du Secrétaire Général que la situation des forces de l'O.N.U. a commencé à se dégrader sérieusement. Il n'est pas aussi interdit de penser que M. Tshombé, quelque peu effrayé par la fermeté des Nations-Unies à son encontre, aurait lâché du lest lors des négociations prévues à N'Doula, et qui malheureusement ne purent avoir lieu. (Selon certaines informations, il semble bien que ce soit dans cet état d'esprit que le dirigeant katangais allait aborder l'entrevue de N'Doula).

La mort de Dag Hammarskjöld laisse les mains libres à M. Tshombé, et celui-ci ne se fera pas faute d'exploiter au maximum une semblable situation. Le fonctionnement de l'O.N.U. est, en effet, ainsi conçu que seul le Secrétaire Général est habilité à donner des ordres, quelle qu'en soit l'importance, aux fonctionnaires et aux troupes placées sous le commandement des Nations-Unies. Les unités internationales, se trouvant aujourd'hui empêchées de prendre une initiative quelconque, sont donc complètement paralysées. M. Tshombé l'a d'ailleurs bien compris, puisqu'il a immédiatement relancé ses déclarations bellicistes et refusé de rencontrer M. O'Brien, principal représentant de l'O.N.U. au Katanga. Dans ces conditions, la situation actuelle risque d'aboutir à un conflit généralisé et sanglant entre les forces armées katangaises et le gouvernement central de Léopoldville. Pareille évolution consumerait l'échec de l'O.N.U. au Congo, et porterait un coup sérieux à la cohésion et au prestige de l'Organisation. On est même en droit de se demander si les pays « non engagés », qui jusqu'à présent avaient été le plus ferme soutien de l'action du Secrétaire Général, n'adopteraient pas des attitudes divergentes à l'égard de l'O.N.U., ou plus exactement à l'égard du problème de sa réorganisation administrative qui est d'ores et déjà posé.

La crise de l'O.N.U.

Monstrueux personnages, au service de sordides intérêts, qui n'hésitent pas à passer sur le corps des chefs les plus prestigieux, à bafouer la volonté unanime des êtres humains, dans l'accomplissement de leurs noirs desseins (les premières informations qui nous sont parvenues semblent bien accrédiiter la thèse de l'attentat). La popularité de Patrice Lumumba, qui exerçait ses effets jusqu'aux endroits les plus reculés du territoire katangais, était un obstacle à l'ambition de M. Tshombé. L'action de Dag Hammarskjöld, et l'immense force morale qu'il représentait, empêchaient le leader katangais de parvenir à ses fins. Pour l'un comme pour l'autre, une seule solution fut trouvée : la mort. Combien lourde de conséquences dramatiques est la responsabilité ainsi endossée par ces hommes face à la paix mondiale.

Quels que soient les reproches que l'on ait pu adresser à l'action du Secrétaire Général de l'O.N.U., personne ne contestera l'importance internationale de cet homme. Tirant la conséquence logique de l'existence même d'une « Organisation des Nations-

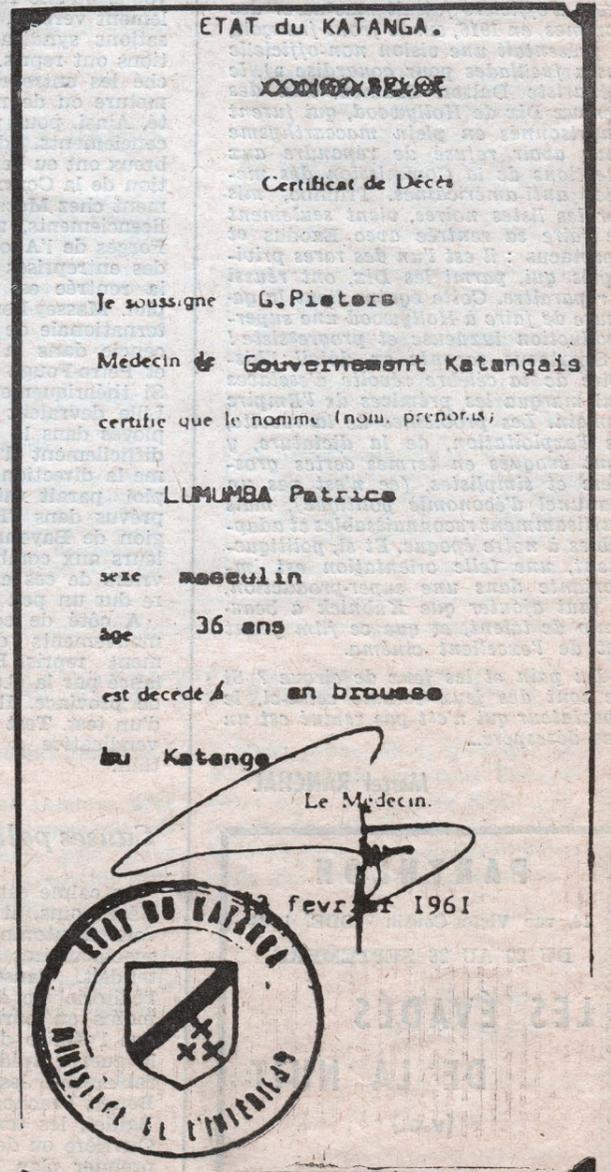
Unies », il avait cherché à accroître son rôle et son autorité au service de la paix. Contre cette conception de l'action d'une organisation internationale ne peut s'élever que le nationalisme étroit de ceux qui font de la Nation la valeur suprême. Dag Hammarskjöld rassurait les petites Nations ; il était leur meilleur représentant, leur meilleur défenseur. Il incarnait une certaine puissance morale sans les moyens de la puissance. Tout cela ne disparaîtra-t-il pas avec lui ?

L'O.N.U. va connaître, ces jours-ci, la plus grave crise qu'elle ait jamais connue, même aux heures les plus sombres de la « guerre froide ». Et déjà, ceux-là même qui n'ont pas ménagé les critiques à son endroit et à l'égard de son Secrétaire Général, commencent à s'en inquiéter sérieusement. Nous avons déjà signalé ici les répercussions négatives que ne manquerait pas d'avoir sur l'Organisation internationale la brusque tension des rapports entre l'Est et l'Ouest. A ces effets, viennent aujourd'hui s'ajouter les conséquences de l'échec de la mission au Congo et de la disparition de M. « H ». N'est-ce pas Le Figaro lui-même qui écrivait mardi dernier, sous la plume de Roger Massip : « ... on déplore, à la veille d'initiatives qui pourraient être prises pour porter devant les Nations-Unies les grandes questions qui opposent l'Est et l'Ouest, et en tout premier lieu l'affaire de Berlin, la disparition d'un homme qui aurait certainement joué un rôle d'arbitrage et de conciliation ». Pour avoir voulu renforcer le rôle de l'O.N.U., en prenant des initiatives comme celle du Congo, Dag Hammarskjöld ne l'a-t-il pas en fait affaibli ?

La grande question est posée par l'attitude soviétique. M. Khrouchtchev va-t-il sauter sur l'occasion pour essayer d'imposer son système de la « troïka » ? Celle-ci, on le sait, consiste dans le remplacement du Secrétaire Général unique par trois secrétaires généraux aux attributions égales, représentant respectivement l'Est, l'Ouest et les pays neutres. Chacun de ces secrétaires posséderait un droit de veto, les décisions ne pouvant être prises qu'à l'unanimité. Une telle solution paralyserait l'action de l'O.N.U., car ce serait l'entrée des intérêts particuliers dans l'application même des décisions du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée Générale. Qui plus est, l'application du système de la « troïka » aurait pour effet d'accroître le rôle et l'influence des deux blocs, tout en diminuant les possibilités d'intervention du « Tiers Monde ». L'O.N.U. perdrait ainsi son principal avantage, celui d'être une tribune où peuvent s'exprimer avec quelques chances de succès les représentants des petites Nations.

A l'heure où nous mettons sous presse, il n'est cependant pas encore certain que l'Union Soviétique prendra prétexte du vide causé par la mort du Secrétaire Général pour relancer son projet. Il reste qu'une solution sera difficilement trouvée. L'U.R.S.S. a la possibilité, en usant de son droit de veto, d'empêcher la désignation d'un nouveau secrétaire, même provisoire (pour que l'Assemblée Générale puisse se prononcer sur un candidat, il est, en effet, nécessaire que celui-ci soit présenté par l'unanimité du Conseil de Sécurité). L'O.N.U. résistera-t-elle à cette crise ? La réponse à cette question n'appartient pas seulement aux deux blocs. Elle appartient aussi, dans une grande mesure, aux pays « non-engagés ». Le début d'entente consacré à Belgrade sera-t-il suffisamment résistant pour préserver une certaine cohésion entre ces Nations au sein d'une O.N.U. secouée par l'affrontement des grands ? L'avenir de cette Organisation en dépend pourtant en grande partie.

Jacques POMONTI



« Patrice Lumumba... Décédé en brousse... Au Katanga » (Agip)